

## **Crise sécuritaire en Syrie : quelles perspectives ?**

*Conférence pour le 91<sup>e</sup> séminaire jeunes de l'IHEDN, Nîmes, 04/09/2015*

Ce n'est pas aux diplomates, analystes et officiers de renseignements de se substituer aux décideurs politiques ou au monde des affaires (quand ils le font, cela se termine mal en général) mais d'essayer de les éclairer de leur expertise.

Les organisateurs de cette conférence m'ont demandé de vous parler des perspectives sécuritaires de la situation en Syrie. Il est vrai qu'elles apparaissent chaque jour un peu plus préoccupantes. Mais elles sont surtout exemplaires de toutes les bourdes qui peuvent être commises quand on fait l'erreur ou qu'on a l'arrogance de croire que la bien-pensance suffit à gérer les problèmes du monde. Et surtout quand on s'obstine à vouloir ignorer l'histoire. C'est la raison pour laquelle je ferai un assez long retour sur les origines de la crise.

Sur ce sujet particulier où le passionnel et le compassionnel l'emportent souvent sur l'analyse clinique, je crois devoir faire trois remarques préalables :

- 1- Ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est nécessairement un démocrate. De Lénine à Khomeyni en passant par Castro, les exemples abondent dans l'histoire contemporaine.
- 2 - Ce n'est pas parce qu'on s'interroge sur les objectifs et les méthodes d'une rébellion contre un dictateur qu'on est partisan du dictateur.
- 3 -Enfin, ce n'est pas parce qu'éventuellement on critique ces moyens et ces méthodes qu'on est un vilain fasciste.

Je dis cela parce que je commence à en avoir ras la chéchia de me faire précisément traiter de fasciste parce que je ne partage pas le discours parisien dominant sur le problème syrien.

Un plumitif d'un grand hebdo national m'a décrit comme l'un des chef français de (je cite) « la légion brune de Bashar el-Assad ».... Pas moins.

Ce n'est pas que ce soit faux qui me gêne. J'ai l'habitude. En 2002 j'étais selon Le Monde un sous marin du jospinisme chargé de déstabiliser le Président Chirac. En 2004, j'avais un compte chez Clearstream. En 2005, j'étais poursuivi en Italie pour complicité de dissimulation d'armes de destruction massive, en 2009, j'étais selon Marianne un visiteur du soir de Claude Guéant, en 2013 Jeune Afrique me présentait comme un proche collaborateur de Laurent Fabius. La flexibilité, ça me connaît et je suis partout. Encore six mois et je serai la Division Charlemagne à moi tout seul.....

Tout cela m'énerve parce que ce sont autant d'insultes à mon intelligence. Parce que, franchement, sous marin de Lionel Jospin, il y a mieux comme genre de réussite. Et pourquoi voulez vous qu'à bientôt 70 ans j'aie du fin fond de mes Cévennes me faire le propagandiste d'un autocrate exotique sur le déclin réputé pour son avarice alors qu'avec le carnet d'adresses que j'ai, je pourrais me faire nommer fondé de pouvoir d'un fonds souverain d'une pétromonarchie quelconque ou me faire héberger à l'œil sur les quais de Seine par un milliardaire à keffieh.

Et puis ces injures témoignent de l'ignorance pyramidale de leur rédacteur sur le sujet. Il y a vingt ans, j'ai été le premier en France à essayer de prolonger les travaux de Michel Seurat sur ce qu'il appelait « l'Etat de barbarie ». Dans un très long article publié par la Documentation française, j'ai décrit en détail les méthodes et les mécanismes par lesquels Hafez el-Assad s'était approprié entre 1970 et 1990 – par la duplicité et la violence - l'ensemble de l'appareil d'Etat syrien au profit de sa famille et de sa communauté. Ce texte reste encore aujourd'hui - en France comme à l'étranger - l'une des premières références universitaires sur le sujet.

Je me rends régulièrement en Syrie depuis 50 ans et y ai résidé pendant plusieurs années. Je ne prétends pas connaître intimement ce pays mais je pense quand même mieux le connaître que certain philosophe en chemise blanche ou certains de ces journalistes qui en reviennent pleins de certitudes après un voyage de trois ou quatre jours où ils se sont fait enfumer par l'une ou l'autre des parties en conflit.

Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. Dans un rapport conflictuel d'abord pendant près de 20 ans. Dans un rapport de coopération ensuite. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme....

Leur histoire explique en grande partie cette absence. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècles d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943. Et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB et de la Stasi jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni

même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il n'est que le drapeau de 2 millions d'Alaouites encore plus résolu que lui à se battre pour leur survie. Et trois millions de minoritaires ( Chrétiens, chiites, ismaéliens, druzes, yézidis, Kurdes sunnites mais non Arabes) qui voient en la minorité alaouite le seul rempart possible contre le wahhabisme des djihadistes.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers politiques, économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – par contrat notarié et bail emphytéotique de 99 ans – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Les concernant, je vais faire la version courte. Je vous en donne une description rapide et schématique qui ferait sans doute hurler les experts mais je n'ai pas le temps de vous raconter les mille et une nuits avant que l'hypoglycémie vous terrasse.

Issus au X<sup>e</sup> siècle d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des musulmans. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie. Ce n'est qu'en 1972 qu'ils ont obtenu - pour des raisons d'opportunité politique locale - une fatwa de l'Imam chiite libanais Moussa Sadr leur reconnaissant une vague appartenance au chiisme.

Tout cela ne leur a pas porté bonheur.... Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats et cela leur a valu au XIV<sup>e</sup> siècle une fatwa du jurisconsulte fondamentaliste néo-hanbalite Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme et du salafisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Bien que Ibn Taymiyyah soit considéré comme un exégète non autorisé, sa fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, c'est-à-dire les régimes wahhabites et les Frères Musulmans.

Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires. A titre indicatif, relevons que la famille Assad appartient au clan Kalbiyyeh (les chiens...) de la tribu des Jurud. Le Jurd est cette partie élevée de la montagne où les arbres ne poussent plus tant le sol est pauvre.....

Il leur a fallu attendre le milieu du XX<sup>e</sup> siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupations militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois musulmans sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiïtes et surtout alaouites. Et quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60.

Dans les années 70, Hafez el-Assad chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens, chiïtes, ismaéliens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Il s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays.

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses ou ethniques de Syrie, Kurdes, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Et il est absolument faux de dire - comme le colportent les bien pensants parisiens - que c'est le régime syrien lui-même qui a transformé une légitime contestation populaire en guerre civile communautaire. La contestation populaire était certainement légitime, mais la guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouites et a massacré 80 cadets alaouites au couteau en application de la fatwa

d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession. Fin de la récré, vous retournez comme esclaves dans les champs de coton en chantant des gospels.

Peu habitué à la communication, comme tous les régimes inspirés du bloc de l'Est, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde et qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime. Mais ceux-là, trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole. Ils sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux et nuisibles par les théocraties pétrolières qui soutiennent la contestation islamiste.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme. L'observatoire des droits de l'homme - c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il a été créé par des militants dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent et se sont réfugiés au Qatar. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Coventry près de Londres dans l'arrière salle d'une laverie sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons. Il compte deux employés dont un tenancier de boutique à kebab et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et qataris. Tout cela n'empêche pas que les médias français assortissent de façon incantatoire son nom de la phrase rituelle « dont l'information repose sur un large réseau local de militants et de médecins ». Sauf que personne n'a jamais vérifié l'existence de ce « vaste réseau »...

Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second « chouchou » des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien devenu aujourd'hui Coalition nationale syrienne. Il a été créé en 2011 sur le modèle du CNT

libyen à Istanbul et à l'initiative non de l'Etat turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime.

Et dès sa création, la coalition nationale syrienne a fait l'objet d'initiatives rivales et de surenchères entre le Qatar et l'Arabie, ce qui l'a amenée à changer de chef à peu près tous les trois mois sans jamais pouvoir définir de stratégie claire, ni se mettre d'accord sur sa composition et sa représentativité. Et surtout, elle n'est jamais parvenue à imposer son autorité à une Armée syrienne libre (ASL) qui s'est fragmentée en factions concurrentes (on en compte actuellement au moins 8) et dont les chefs historiques jugés pour certains pas assez islamistes et pour d'autres trop kurdes ont été écartés par les Turcs et assignés à résidence en Turquie avec interdiction de se rendre sur le terrain.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les Etats islamistes appuyés par les néo-conservateurs occidentaux entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui pouvaient rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'Etat – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères.

Plus le temps passe, plus les choses empirent sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a deux ans en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont supposément nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu.

Il n'en a rien été.

A ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des Etats théocratiques soutenant le salafisme politique. Et parmi toutes les erreurs possibles de gestion du dossier, nous n'en avons raté aucune.

Dès l'été 2011, les chancelleries occidentales, Mme Clinton et M. Juppé en tête ont décrété que le régime syrien allait s'effondrer sous huitaine. Il était donc urgent de ne rien faire et de laisser le processus aller à son terme.

Puis, l'AKP turc ayant pris l'initiative de susciter la création de la coalition nationale syrienne, la France a entendu la faire dominer par un certain nombre de Syriens résidant en France, sans doute parfaitement respectables, mais émigrés de longue date, sans attache sur le terrain et vite supplantés par des islamistes soutenus par l'Arabie, le Qatar ou la Turquie.

La chute espérée du régime ne venant toujours pas, on s'est alors résolu à rechercher une solution négociée qui a été confiée à des missionnaires internationalement reconnus comme Kofi Annan ou Lakhdar Brahimi mais en posant à leur action des conditions impossibles. Négociation, oui, mais à condition qu'une des parties ne vienne pas à la table des négociations. De même il était admis que les soutiens de la rébellion devaient être parties prenantes mais que les soutiens du régime (Iran, Irak, Russie, Chine) ne pouvaient pas assister. Les négociateurs ont évidemment rendu leur tablier.

L'échec a été mis sur le compte du Président syrien que l'ensemble des médias se sont mis à accuser en boucle de « massacrer son peuple ». C'est oublier un peu vite que sur les 230000 morts que cette guerre a provoqués, près de 70% sont des membres de l'armée régulière, des forces de sécurité, des milices du régime et des civils résidant dans des zones restées fidèles au pouvoir.

Face à cette tragédie, le Président français s'est proposé au printemps 2013 - et en violation de toutes les règles du droit international - d'armer la rébellion en affirmant qu'il savait parfaitement à qui fournir des armes. Puis, 15 jours plus tard, il a retiré cette offre en affirmant ne pas avoir de garantie sur leur destination finale.

Et on en arrive à l'été 2013 et au fameux épisode des armes chimiques. Pour avoir vécu sur place plusieurs conflits régionaux, je n'ai aucun doute sur le fait que, dans cette partie du monde, quel que soit le type d'arme dont dispose une partie, elle l'utilisera. Le programme chimique syrien est parfaitement connu depuis 1975. Il l'est d'autant mieux qu'un certain nombre de coopérants

européens – dont des Français - ont travaillé dans son environnement direct. Il ne fait également aucun doute que des armes chimiques ont été utilisées dans le conflit civil syrien. Reste qu'en attribuer la responsabilité à tel ou tel n'est pas évident. Comme l'a relevé Carla del Ponte, il existe de nombreuses preuves de la détention d'armes chimiques par la rébellion. De même, des études sérieuses effectuées par le MIT sur la base d'éléments recueillis par l'ONU sur le terrain montrent que les projectiles utilisés dans la banlieue de Damas en août 2013 n'ont pu être tirés que depuis des zones tenues par les rebelles. Cela n'exonère d'ailleurs pas une responsabilité éventuelle du régime qui a pu introduire des commandos dans ces zones pour effectuer les tirs. C'est probablement en raison de ces doutes - et pas seulement pour embêter le Président français - que le Président américain a renoncé à déclencher des opérations militaires, peu soucieux de se retrouver comme Bush dans l'affaire des armes de destruction massives irakiennes.

Après ce raté, on s'enfonce de plus en plus dans l'absurde. La diplomatie française accuse Bashar el-Assad d'être à l'origine de la création de l'EIIL alors que, de notoriété publique, l'Etat Islamique est le prolongement d'Al-Qaïda en Irak créée en 2003 par les services séoudiens pour s'opposer à la mainmise chiite sur le pays. L'argument est que le régime syrien a libéré de nombreux islamistes de ses prisons fin 2011. C'est exact. Sous pression internationale, le régime syrien a libéré à cette époque ses prisonniers politiques. Il se trouve que 90% d'entre eux étaient des islamistes violents qui sont allés grossir les rangs des mouvements djihadistes. Que les horreurs commises par les islamistes servent objectivement le régime par effet repoussoir est évident. Mais attribuer cela à un calcul machiavélique du Président syrien qui a toutes les chances d'être la première victime des islamistes est tout de même tiré par les cheveux.

Et puisqu'on parle de l'EIIL et de ses tristes exploits, les Européens et les Français se lamentent chaque jour au sujet du nombre de leurs ressortissants qui rejoignent ces barbares. Et on essaye d'imaginer des réglementations plus ou moins complexes et liberticides en vue de les empêcher de s'y rendre ou d'en revenir. Mais à aucun moment jusqu'à l'été 2015, il n'a été évoqué la première mesure la plus évidente pour endiguer le phénomène : enjoindre à nos alliés turcs de l'OTAN de surveiller leurs frontières - comme ils le font très bien en ce qui concerne les Kurdes - et de refouler ou expulser les candidats au djihad qui passent par leurs frontières pour rejoindre la Syrie et l'Irak.

Enfin, sur un mode plus léger, on en arrive à l'interdiction en France de l'ouverture d'un bureau de vote pour les élections présidentielles syriennes de 2014. Il est à noter que cette interdiction est survenue au moment où la France autorisait l'ouverture de nombreux bureaux de vote pour les élections présidentielles algériennes. Le régime algérien est-il beaucoup plus vertueux que le régime syrien ? Et que craignait-on ? Les Syriens résidant en France ne vivent pas sous la coupe

et les pressions du régime. Il aurait tout de même été intéressant de savoir s'ils allaient voter et pour qui. On a préféré casser le thermomètre....

Alors, comme dit le film libanais « Et maintenant on va où ? »

Eh bien, on ne va nulle part car nous nous sommes fabriqués, là comme en Libye, un Afghanistan de proximité, c'est-à-dire une zone grise sans pouvoir d'Etat ni conformité à l'ordre international.

L'étendue des dévastations humaines et matérielles, l'intensité des contentieux personnels rendent complètement illusoire tout espoir d'un retour à un ordre quelconque, ancien ou nouveau pour plusieurs générations.

La moitié du pays et – en fait – un tiers de sa zone utile est sous le contrôle de bandes djihadistes de diverses obédiences plus ou moins assistées par des puissances extérieures où qui se payent sur la bête. Outre les deux grands mouvements djihadistes connus du grand public, on compte aujourd'hui environ 3000 groupuscules salafistes, bandes ou milices, parfois au niveau du village, du quartier, voire du groupe d'immeubles, qui se sont résolument installés dans une économie de guerre, de pillage et de racket.

La situation n'est guère meilleure du côté dit « loyaliste ». Si Bashar el Assad est toujours reconnu comme porte drapeau et symbole de la résistance des minorités dont la chute signifierait la défaite, son pouvoir réel est devenu quasi inexistant en interne. Il a été récupéré par les différents chefs de clans et chefs de milices alaouites qui s'organisent un peu partout en « villages gaulois », édictent leurs propres lois, poursuivent des stratégies locales et sont également installés dans une économie de guerre, de trafics, de racket et de pillage.

Bref, à l'articulation des mondes arabe, turc et persan, s'est formé durablement une « zone grise » propice à tous les débordements criminels et nous nous trouvons aujourd'hui, à la suite des errements des chancelleries occidentales dans une situation inextricable.

Nous devons lutter contre le djihadisme, mais pour que cela n'apparaisse pas comme une croisade, nous voilà réduits à essayer de rallier à notre cause ceux qui l'ont suscité, stimulé, encouragé et financé et qui partagent les valeurs salafistes de base de l'Etat Islamique.

En revanche, nous nous interdisons de faire cause commune avec les premières cibles et victimes de cette violence djihadiste, à savoir les minorités chrétiennes, chiites ou non arabes du Moyen Orient. Au mieux, nous faisons par tradition une exception pour les Kurdes, ce qui ne peut que renforcer l'amertume des autres minorités et inquiéter aussi bien la Turquie que l'Iran.

Et le pire reste à venir en matière de violence politique. Car, contrairement à une image complaisamment répandue par des medias anxigènes, l'État Islamique ou Jabhat al-Nosra ne sont pas, du moins pas encore, des mouvements terroristes.

Al-Qaïda était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe

restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés mais pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiels introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

L'État Islamique est, au contraire, une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des matériels lourds, des uniformes ou des signes de reconnaissance, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement.

De fait, la seule véritable filiation d'Al-Qaïda se retrouve actuellement dans quelques groupes restreints au Sud Yémen et en Syrie, disposant de possibilités opérationnelles limitées, même si elles sont actuellement stimulées par l'offensive séoudienne contre la rébellion zaydite au Yémen, le gouvernement à majorité chiite en Irak ou le pouvoir alaouite à Damas. Ailleurs, Boko Haram, les Shebab somaliens, les Talibans afghans et pakistanais, Aqmi ou le Mujao au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État Islamique au Levant. Ils ont entrepris des opérations de guérilla ou de guerres quasi-conventionnelles de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort. Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent à ce jour n'avoir ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali et complaisamment relayées par la presse sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'Etat Islamique ou les scories d'Al-Qaïda saluent avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident, ils n'en sont ni les initiateurs ni les prescripteurs. Le problème terroriste n'est pas évacué pour autant. Il se posera avec acuité aussi bien en cas de défaite que de victoire de ces groupes sur le terrain.

L'organisation de Ben Laden était le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaïda a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. La débâcle éventuelle des groupes armés djihadistes actuels produira inéluctablement les mêmes effets et ils trouveront sans trop de peine parmi la trentaine de millions de musulmans résidant en Occident les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, d'y semer la mort et la dévastation. Pour l'instant, nos problèmes de sécurité face au terrorisme viennent plutôt de ceux qui sont frustrés de n'avoir pas su ou pas pu se rendre sur le terrain et qui manquent manifestement de savoir faire au point de se tirer dans le pied ou d'engager leur chargeur de travers. Ils ne sont qu'un avant goût de ceux qui reviendront humiliés mais formés.

En marge des phénomènes de violence politique et de façon moins immédiatement perceptible mais tout aussi préoccupante, le délitement de nombreux États d'Asie occidentale laisse le champ libre aux trafics ainsi qu'aux acteurs et aux circuits de l'économie délinquante. L'arc de crise du Mashrek, qui épouse grosso modo les limites d'un « croissant fertile » qui s'étend en demi cercle du Chatt al-Arab au sud de l'Irak jusqu'au golfe d'Akaba en passant par la Mésopotamie, le nord et l'ouest de la Syrie, le Liban et l'ensemble jordano-palestinien est devenu la zone du monde où se trouve concentrée la plus importante quantité d'armes légères et semi-lourdes détenues par des particuliers sans aucun contrôle d'État. Le nombre de ces armes est évalué à plusieurs centaines de milliers et le terme « léger » pour les qualifier est d'ailleurs inapproprié puisque cet arsenal va des simples armes de poing jusqu'aux canons sans recul, canons monotubes ou bitubes anti-aériens, mortiers, lance-missiles et lance-roquettes de tous calibres en passant par toute la gamme des fusils d'assaut, fusils de précision, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses lourdes de calibre 500 (12,7mm) et 800 (20mm), sans préjudice des matériels « consommables », munitions de tous calibres, grenades et mines antipersonnelles.

Toutes ces armes sont actuellement utilisées par les différentes factions rebelles ou loyalistes qui se disputent le contrôle du terrain en Irak, en Syrie, en Libye et au Liban, mais il est clair que toute tentative réussie de stabilisation et de reconstruction durable d'autorités étatiques dans la région posera le problème de leur récupération et de leur recyclage. L'expérience acquise au cours de différents conflits civils au Liban, dans la Corne de l'Afrique, dans les Balkans, en Afghanistan prouve que c'est une entreprise difficile à mettre en œuvre et peu couronnée de succès sauf à rétablir un appareil d'État extrêmement autoritaire pratiquant des formes de contrôle inquisitrices et invasives. D'une manière générale, à l'issue définitive ou provisoire de ce genre de conflit, les organisations ou individus armés n'acceptent de restituer à titre symbolique que des armes endommagées ou inutilisables, conservant par devers eux leur potentiel utile soit dans la perspective toujours possible d'une reprise du conflit, soit dans la perspective de se constituer un capital négociable mis à la vente dans les circuits de trafiquants pour alimenter d'autres conflits ou dans les circuits mafieux qui fournissent les réseaux du grand banditisme dans les pays européens de l'ouest et de l'est. De ce dernier point de vue, la dernière boutade à la mode dans les milieux de la lutte anticriminalité affirmant que « ceux qui ont aimé les Balkans vont adorer la Syrie » n'est pas faite pour rassurer quand on sait que la plupart des fusils d'assaut et lance-roquettes utilisés ces dernières années dans des opérations criminelles en Europe communautaire provenaient de différents pays de l'ex-Yougoslavie.

La culture et la commercialisation des stupéfiants constituent dans la zone un autre sujet de préoccupation à plus long terme. La vallée de la Békaa au Liban est déjà connue pour son

abondante production de haschich et de pavot. En Syrie, la région du Gharb (vallée irriguée de l'Oronte), la région centrale du pays située entre Homs et Hama, et, à l'est, la vallée de l'Euphrate (Djézireh qui se prolonge en Irak), constituent des terrains tout aussi favorables à la culture des stupéfiants. Elles ont été jusqu'ici assez peu utilisées à cette fin, les pouvoirs en place y voyant des sources d'ennuis potentiels importantes et ne consentant à fermer les yeux que sur quelques activités marginales profitant à des éléments très proches du régime et assez facilement identifiables et « traçables ».

Là encore il est évident que la désagrégation des pouvoirs d'État jointe aux importantes destructions du tissu économique et des échanges ne pourra que stimuler de façon spectaculaire les cultures illicites dont les plus values et retours sur investissements sont sans commune mesure avec les cultures vivrières actuellement pratiquées par les agriculteurs de la région. Le risque est d'autant plus grand que les circuits d'exportation et de commercialisation existent déjà à l'échelle mondiale à travers les réseaux commerçants distribuant la production afghane et ceux déjà établis et souvent opaques de grandes familles de « cités trafiquantes » syriennes comme Salamiyyeh (région de Homs) ou Soukhné (région de Palmyre) dont les extensions sont représentées en Europe et dans l'ensemble nord et sud du continent américain. L'entreprise sera d'autant facilitée que le Levant n'est pas, comme l'Afghanistan, enclavé, entouré de puissances hostiles et à l'écart des routes traditionnelles du commerce. Il dispose de débouchés aériens, terrestres et maritimes très empruntés et il est déjà un point nodal très actif et incontournable d'échanges entre l'ensemble du continent européen et ses fournisseurs et clients de la péninsule arabique.

Enfin, le Levant demeure historiquement le « bout de la route » de toutes les migrations asiatiques par voie terrestre vers l'ouest. Pour aller au-delà de cette limite matérialisée par la Méditerranée et les cols de la chaîne montagneuse du Taurus afin de rallier l'Europe ou les Amériques, il faut effectuer un passage maritime au départ des ports libanais ou syriens ou entreprendre au départ de la passe de Bab el-Hawa (au nord-ouest d'Alep) une traversée longue et risquée de la presque totalité du territoire turc.

C'est ainsi qu'à partir des années 80, toute la côte orientale de la Méditerranée, de Beyrouth jusqu'à Iskenderun en passant par Lattaquieh, a vu se développer des réseaux criminels d'organisation et d'exploitation de migrations clandestines des réfugiés de la violence ou de la misère de tout le sud-ouest asiatique : Afghans, Pakistanais, Sri-Lankais, Tamouls, Béloutches, Kurdes, etc. En ce qui concerne la France, cette situation a culminé en février 2001 avec l'accostage en baie de Fréjus du cargo East Sea transportant dans des conditions innommables 900 migrants irréguliers kurdes rançonnés par des passeurs de la zone turco-syrienne.

Le phénomène a pu être en partie jugulé par concertation entre les différents services de sécurité européens, les autorités turques et les services de police et d'immigration syriens. L'effondrement du système sécuritaire syrien, l'éventuelle partition du pays en entités appauvries et rivales, l'instauration qui semble devoir être durable de zones de non droit livrées au pillage et aux destructions par des bandes armées évoluant - comme au Sahel - aux limites incertaines de l'extrémisme politico-religieux et du grand banditisme, aura nécessairement comme conséquence une résurgence des problèmes de migrations clandestines et de trafic des êtres humains.

Les professionnels institutionnels de la sécurité et du renseignement n'ont aucune légitimité à suggérer des orientations politiques, à porter des jugements sur les choix de gouvernance et encore moins à en définir les principes. Leur devoir et leur raison d'être est de tenter d'apporter aux décideurs légitimes les clefs nécessaires pour « voir loin », comprendre et anticiper les menaces, prévoir les effets pervers à long terme de situations apparemment satisfaisantes à court terme, contribuer de façon aussi pertinente que possible à des choix et des décisions dont les options sécuritaires ne sont que l'un des nombreux paramètres. On peut ne pas suivre leurs avis mais il serait dangereux de ne pas les entendre.

Les professionnels de la sécurité ne sont jamais optimistes. Leur vocation n'est pas de décrire le cheminement des longs fleuves tranquilles mais les soubresauts des torrents aux caprices tumultueux et potentiellement dévastateurs. C'est sous cette seconde forme qu'apparaissent aujourd'hui les « Printemps arabes » au Mashrek. S'ils ont permis de laisser s'exprimer des exaspérations légitimes, ils n'ont à ce jour accouché d'aucun progrès politique ou humain et sont au contraire lourds de contradictions, de dénis de liberté, de détournements de démocratie, de mépris des destins individuels. La situation actuelle au Levant et au Sahel en concentre toutes les contradictions.

En refusant d'essayer d'organiser, parrainer et surtout garantir une transition négociée des pratiques politiques en Syrie et dans la région, nous n'avons fait que laisser le champ libre aux extrémistes des deux bords.

La diplomatie - comme souvent le monde des affaires - c'est de tenter de concilier l'inconciliable, c'est d'ouvrir des portes ou de les laisser entrouvertes et non de les claquer au nez de tel ou tel, c'est de faire en sorte que chacun sorte de l'épreuve en ayant cédé quelque chose mais avec le sentiment d'avoir préservé l'essentiel. La négociation diplomatique, comme celle des affaires, n'est pas une question de bons sentiments ou de préceptes moralisants. Elle se mesure à ses résultats. Ceux qui concernent la Syrie sont tragiques.

Pour terminer, je souhaiterais vous donner un conseil personnel en forme de clin d'œil :

Pour comprendre le Liban, lisez l'album de Lucky Luke « Les rivaux de Painful Gulch » où les familles rivales des O'Timmins et O'Hara confient au héros : « Notre querelle est sérieuse puisque nos grands pères se haïssaient déjà.... »

Et pour comprendre les ressorts psychologiques de la situation en Syrie, plongez vous dans la saga dessinée de Riyad Sattouf : « L'Arabe du futur ».